Europe — Analyse

Die Linke gagne à Berlin, mais Berlin n'est pas l'Allemagne

Le parti de gauche est arrivé largement en tête des élections dans la capitale fédérale dimanche 20 septembre. Le fruit d'un contexte local, d'une campagne réussie et de la faiblesse de ses concurrents. Mais le cas berlinois reste, pour l'instant, singulier dans le contexte allemand.

Romaric Godin et Donatien Huet

21 septembre 2026 à 19h43

Elif Eralp (à droite) prend un selfie lors d'une étape de campagne dans le quartier berlinois de Schöneberg, le 4 août 2026. © Photo John Macdougall / AFP

C'est un autre coup de tonnerre dans la politique allemande. Dimanche 20 septembre, le parti de gauche Die Linke, héritier formel de l'ancien parti dominant de la République démocratique allemande (RDA), est arrivé en tête des élections régionales à Berlin avec 25,7 % des voix et près de sept points d'avance sur le parti du maire sortant, l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU). Un succès remarquable qui montre, deux semaines après les élections en Saxe-Anhalt, que le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) n'est pas le seul à pouvoir profiter du rejet du gouvernement fédéral de Friedrich Merz.

L'ampleur du succès de Die Linke mérite qu'on s'y arrête. Le précédent meilleur score du parti, qui s'appelait alors le Parti du socialisme démocratique (PDS), remonte à 2001 et s'était établi à 22,6 %. Mais, à l'époque, le PDS n'était arrivé que troisième derrière le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), qui avait obtenu 29,7 %, et la CDU, qui avait glané 23,8 % des voix.

Avec 468 060 voix au scrutin de liste, Die Linke a réussi à dépasser de plus de 100 000 voix le score du PDS de 2001. Par rapport à 2023, la poussée est impressionnante : Die Linke a gagné 282 941 voix, soit une hausse de 153 %. En points de pourcentage, la progression atteint 11,9 points par rapport aux 12,2 % de 2023.

La « nouvelle » Die Linke

Depuis le départ en fanfare de Sahra Wagenknecht en 2024 pour fonder l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW) sur une ligne nationaliste de gauche, Die Linke a clarifié ses positions idéologiques. Sa ligne est celle d'un parti de défense des minorités, des services publics et de la redistribution.

En parallèle, le parti s'est nettement rajeuni. Les anciens cadres de la formation, souvent issus à l'est et à Berlin du SED, ont laissé la place à une génération de jeunes militants parfois issus de l'immigration, avec de nouvelles préoccupations, comme par exemple la solidarité avec le peuple palestinien ou le logement.

Cette mutation s'incarne dans le changement de direction entre 2001 et 2026. La tête de liste du PDS il y a vingt-cinq ans était Gregor Gysi, dernier président du SED, exemple du bureaucrate de l'ancien régime communiste, alors âgé de 53 ans. À cette époque, le parti s'appuyait sur les anciens quartiers ouvriers de l'est de la ville, comme Marzahn-Hellersdorf ou Lichtenberg, où le PDS était majoritaire.

Cette fois, Die Linke était menée par Elif Eralp, une femme de 45 ans née à Munich de parents syndicalistes de gauche ayant fui la Turquie à la suite du coup d'État militaire de 1980. Dimanche soir, elle a proclamé en turc : « *Nous avons écrit l'histoire, mes amis !* »

Si cette juriste de métier parvenait à devenir maire-gouverneuse de Berlin, elle serait la deuxième personne d'origine étrangère à diriger un exécutif régional en Allemagne – après le membre des Verts Cem Özdemir, Allemand issu de l'immigration turque lui aussi, devenu en mai 2026 ministre-président du Bade-Wurtemberg.

Sociologie et géographie du vote

Avec cette clarification idéologique et cette nouvelle direction, Die Linke devait réussir à Berlin, un land qui est à la fois relativement plus jeune que les autres et qui dispose d'une forte population marquée par l'immigration. Selon les statistiques locales, près de 700 000 personnes (17,8 % des habitants) sont des citoyens allemands qui soit ne sont pas nés allemands, soit ont au moins un parent de nationalité étrangère. En ajoutant la population étrangère (qui n'a pas le droit de vote), on atteint 42,7 % de la population.

Logiquement, l'adoption par Die Linke d'une ligne claire en défense des migrants et des droits des étrangers et des minorités trouve, dans la capitale fédérale, un écho particulier. On voit d'ailleurs que les scores de Die Linke sont particulièrement élevés là où la population issue de l'immigration récente est importante, comme dans les arrondissements de Mitte, Friedrichshain-Kreuzberg ou Neukölln.

Le score de Die Linke est aussi particulièrement fort chez les jeunes. L'élection de dimanche était, pour la première fois, ouverte aux 16-18 ans, et cela a profité à la gauche. Les données ne sont pas encore disponibles pour cette tranche d'âge, mais selon l'enquête d'Infratest dimap pour la chaîne ARD, Die Linke a obtenu 43 % chez les 18-24 ans et 49 % chez les 25-34 ans. Là encore, le recentrage idéologique a parfaitement joué.

Die Linke est, par ailleurs, parvenue à s'imposer comme le premier choix des personnes en difficulté financière, avec 32 % des voix dans cette classe de revenus. C'est un élément important car, dans les autres élections régionales de 2026, les plus pauvres ont massivement voté pour l'AfD ; ici, l'extrême droite a tout de même capté 25 % du vote des défavorisés.

L'âge et le lien à l'immigration ont également structuré le vote géographiquement : Die Linke est forte à l'intérieur du « *Ring* » du S-Bahn, c'est-à-dire de la ligne circulaire du RER berlinois qui délimite la périphérie du centre. Plus on s'éloigne de ce *Ring*, plus le vote AfD est fort, parce que la population est plus âgée et moins marquée par l'immigration. À Marzahn-Hellersdorf, on vote désormais massivement AfD (33,8 %), contre 20,3 % pour Die Linke. Le contraste avec les élections de 2001 est frappant.

Faiblesse de la concurrence

Le grand perdant de cette poussée de Die Linke, ce sont les Verts. L'évolution de Die Linke l'a amenée à viser directement l'électorat écologiste en défendant une société ouverte de façon plus radicale, alors même que les Verts ne cessent, au niveau fédéral, de se recentrer pour gagner sur l'électorat SPD.

C'est ce qui explique le triomphe de Die Linke dans certaines circonscriptions acquises aux Verts en 2023. Dans le quartier de Mitte, les Verts avaient obtenu 28,5 % des voix en 2023, contre 15,8 % à Die Linke. Trois ans plus tard, Die Linke a glané 33,7 %, conduisant les Verts à se contenter de 22,4 % des voix.

Mais Die Linke a aussi bénéficié de l'affaiblissement des deux partis de la « grande coalition » fédérale. La CDU locale n'a pas su se démarquer assez de la direction du très impopulaire chancelier Friedrich Merz, alors même que le SPD a été plombé par des querelles internes et le parachutage de Hanovre d'un candidat par ailleurs frappé par des affaires judiciaires.

Pour les déçus de ces deux partis qui ne se reconnaissent pas dans l'AfD, Die Linke a été le choix naturel à Berlin. Le parti s'oppose ouvertement aux réformes néolibérales de Friedrich Merz et a, par ailleurs, une position claire face à l'extrême droite. Comme les enjeux fédéraux ont été jugés importants par plus de la moitié des électeurs, Die Linke a capitalisé sur ce mécontentement – ce qui explique que le parti de gauche soit aussi le premier parti des personnes jugeant leur situation financière « aisée », avec 24 % contre 21 % pour la CDU.

C'est aussi pourquoi Die Linke réalise des scores impensables il y a peu à l'ouest de la ville, dans des bastions conservateurs : dans la troisième circonscription de Spandau, où la CDU avait obtenu 34,4 % au scrutin majoritaire de 2023, contre 5,5 % pour

le parti de gauche, Die Linke l'emporte cette fois avec 21,3 %, contre 20,1 % pour le parti conservateur.

Selon les données d'Infratest dimap, Die Linke a recruté 57 000 électeurs des Verts de 2023 (soit un cinquième de l'ensemble de ses nouveaux électeurs) et 39 000 anciens électeurs du SPD (14 %). En tout, près de la moitié de ses nouveaux électeurs vient de ces deux partis.

Une campagne active et bien ciblée

Elif Eralp ne s'est pas contentée de se présenter comme la candidate de la diversité : elle a axé sa campagne sur des thèmes importants pour les Berlinois *(lire l'encadré)* en proposant des solutions. Die Linke a insisté sur ce qui ne fonctionne pas dans la capitale, comme les transports ou le ramassage des déchets.

Un de ses axes les plus forts a été la question du logement. Selon Infrastest dimap, c'est la question la plus importante pour les Berlinois et pour 39 % d'entre eux, c'est Die Linke qui dispose de la meilleure compétence sur le sujet. Il n'y a là pas de hasard : Elif Eralp a défendu la proposition d'une expropriation des grandes sociétés immobilières pour pouvoir mieux gérer le parc de logements – une mesure qu'elle avait déjà contribué à soumettre à référendum en 2021, alors rejetée par la population.

En cinq ans, la situation s'est encore dégradée, et la proposition séduit désormais davantage les jeunes et les habitants du centre de Berlin, soumis un peu plus chaque jour à la hausse des loyers et au manque de logements corrects.

Plus globalement, Die Linke a mené une campagne de proximité, mobilisant des propositions concrètes pour répondre aux problèmes du quotidien. Ce type de campagne, inaugurée lors des élections fédérales de 2025, avait déjà contribué au bon score réalisé alors par un parti que beaucoup jugeaient un peu vite moribond.

C'est grâce à cette stratégie que Die Linke a pu, à Berlin, capter une grande partie des voix des abstentionnistes de 2023. Selon Infratest dimap, 75 000 non-votants ont voté cette fois pour Die Linke, contre seulement 65 000 en faveur de l'AfD. En Saxe-Anhalt, les abstentionnistes avaient massivement rejoint l'extrême droite ; à Berlin, Die Linke a su mobiliser les déçus du système par sa campagne radicale de proximité.

Les limites de la « victoire » berlinoise

La victoire à Berlin a une force symbolique majeure pour Die Linke, qui confirme son statut de premier parti de la jeunesse urbaine. Il existe aussi des raisons de ne pas surinterpréter ce résultat, car une « victoire » dans des régionales allemandes pose toujours deux questions : celle du contexte local et celle de la future coalition.

Globalement, le cas berlinois semble relativement isolé pour Die Linke. Certes, le parti a réalisé de bons scores ponctuels lors des élections municipales en Basse-Saxe le 13 septembre, comme à Göttingen (15,1 %) ou à Hanovre (11,3 %). Mais ce sont des succès limités qui ne compensent pas les défaites encaissées lors des quatre dernières élections régionales.

Les grands axes du programme de Die Linke à Berlin

Le programme de Die Linke a clairement proclamé son scepticisme au regard des mécanismes de marché. *« Le marché est aveugle aux besoins de notre ville »*, proclamait-il ainsi. Dans le cadre de la politique du logement, le parti propose de récupérer 200 000 logements actuellement détenus par des groupes immobiliers par des expropriations. Cette mesure est la *« première priorité »* de Die Linke : elle pourrait coûter entre 10 et 40 milliards d'euros et être contestée en justice par les groupes concernés.

Die Linke propose aussi de faire prendre le contrôle du RER berlinois directement par le land et de prendre des participations dans des entreprises locales pour soutenir la *« transition écologique »*. Une agence d'investissement stratégique est aussi proposée.

Pour le financement de cette politique, Die Linke propose la taxation de l'immobilier de luxe à partir d'une valeur de 4 millions d'euros, l'introduction d'une nouvelle taxe foncière et un relèvement de l'impôt sur les sociétés.

Au printemps, dans le Bade-Wurtemberg et en Rhénanie-Palatinat, Die Linke a progressé mais a échoué à

atteindre les 5 % nécessaires pour entrer dans les parlements régionaux ; en Saxe-Anhalt, le parti de gauche a réalisé le pire score de son histoire, à 8,6 % (– 2,4 points), tout comme en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale dimanche, où il ne récolte que 6,8 % des voix (– 3,1 points).

C'est que la marge de manœuvre de Die Linke est réduite. L'AfD, et plus ponctuellement le BSW, a récupéré une partie de l'électorat pauvre blanc, notamment rural. Cet électorat semble peu susceptible de revenir vers Die Linke. Et sur son nouvel électorat jeune et urbain, Die Linke reste en compétition serrée avec les Verts.

Cet électorat est plus mobile que le précédent, ouvert à des arbitrages stratégiques entre les deux partis comme en Saxe-Anhalt, où il fallait éviter l'élimination des Verts. Il est aussi plus dépendant des contextes locaux, parfois plus conservateurs, comme dans le Bade-Wurtemberg.

Autrement dit : Berlin reste un cas particulier en Allemagne, avec un électorat fortement marqué par l'immigration, plus jeune et traditionnellement de gauche. Il est donc délicat d'en faire une généralité au niveau fédéral.

Deuxième réserve sur cette « victoire » : sa signification politique. En Allemagne, arriver en tête d'une élection ne signifie pas automatiquement gouverner. Certes, Elif Eralp a clairement affirmé sa volonté de diriger le futur gouvernement berlinois à la tête d'une coalition avec les Verts et le SPD.

Mais ce dernier n'est pas très chaud pour se placer sous la direction de Die Linke, un parti qu'il a longtemps méprisé et vu comme un partenaire junior – d'autant que les sociaux-démocrates sont opposés à la mesure phare de Die Linke, les expropriations. Or, Elif Eralp ne peut guère céder sur ce point autour duquel elle a construit sa campagne, sauf à décevoir ses nouveaux électeurs.

Le problème, c'est qu'il existe théoriquement une coalition alternative majoritaire entre le SPD, la CDU et les Verts. Si cette option est peu probable, elle est néanmoins possible en cas d'échec des négociations. La « victoire » de Die Linke ne se traduirait pas alors en direction du gouvernement. Les prochaines semaines de négociations diront si le SPD choisit de s'aligner sur le parti arrivé en tête, ou de se tourner vers une alternative centriste.

Romaric Godin et **Donatien Huet**

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau